

r4d

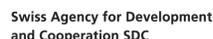
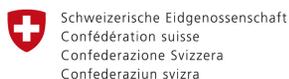
programme

Le système éducatif burkinabè à l'épreuve du terrain :

Policy Brief

DÉFIS ET PERSPECTIVES

En considérant la planification du système éducatif actuel, un Programme de développement stratégique de l'éducation de base (PDSEB) 2012-2021 est en cours; un Plan sectoriel de l'éducation et de la formation (PSEF) 2017-2030 et un Plan national de développement économique et social (PNDES) 2021-2025 sont en phase de réalisation.



Contexte

La mise en place du premier cadre éducatif formel de l'instruction publique au Burkina Faso a été l'œuvre des missionnaires d'Afrique et de l'administration coloniale à partir des années 1870 (Lange, 2000). Ce cadre éducatif public va progressivement remplacer les anciens modèles d'éducation et de transmission des savoirs, des savoir-être (culture) et des savoir-faire (compétences).

Depuis 1960, année d'accession à l'indépendance du Burkina Faso, la question du contenu de l'école et son adéquation aux réalités africaines a été souvent posée par les leaders et dirigeants africains avec l'ambition d'aller vers la réalisation de leur émancipation politique, culturelle et sociale. (Bissiri, Sanou Ouedraogo, 2014)

Indicateurs

Principaux indicateurs du pays

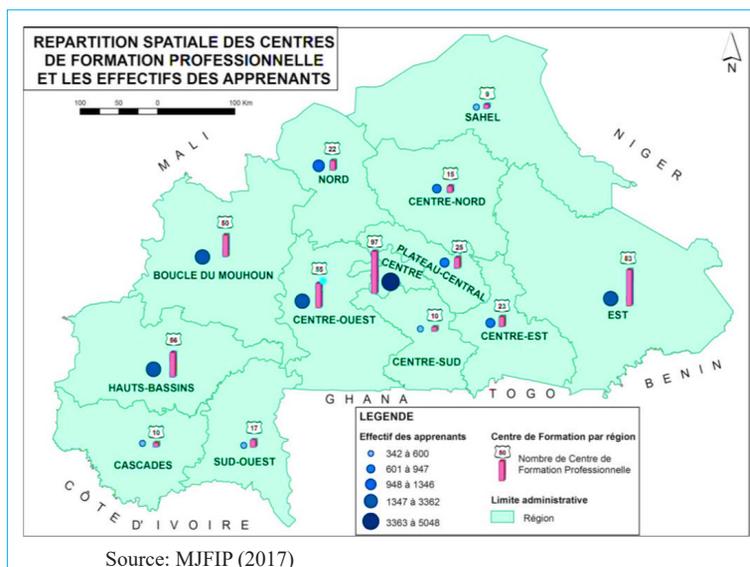
Burkina Faso (Projections 2020)	21 510 181 hab.
Ouagadougou (Projections communales 2020)	2 684 052 hab.
Esperance de vie à la naissance en 2006 (en année)	56,7
Taux (%) de croissance démographique (2006)	3,1
Taux (‰) brut de natalité (2010)	41,2
Taux (‰) brut de mortalité (2006)	11,8
Taux (‰) de mortalité infantile (2010)	65
Taux (‰) de mortalité juvénile (2010)	68
Taux (‰) de mortalité de moins de 5ans	129
Indice synthétique de la (2010) fécondité	6
Taux (‰) global de fécondité général (2010)	206

Source: [http:// www.insd.bf](http://www.insd.bf)

L'éducation et la formation sont émancipatoires pour l'individu

La contribution de l'éducation et de la formation à l'enrichissement des connaissances de l'individu et à son plein épanouissement intellectuel, physique, psychologique, social, culturel et économique est reconnue par tous.

Au plan international, l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme le 10 décembre 1948 a fait de l'accès à l'éducation un droit humain universel pour chaque citoyen, et la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans l'enseignement adoptée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation, la science et la culture le 14 décembre 1960 est un pas important dans la mise en place des instruments internationaux dans le domaine de l'éducation.



Au plan régional, l'adoption de la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples (art. 17) le 27 Juin 1981, du Protocole à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique (art. 12) et de la Charte africaine de la jeunesse (art. 12) sont, entre autres, les instruments juridiques s'appliquant aux Etats africains membres.



Au plan national, la Constitution du 2 juin 1992 reconnaît que l'éducation est un droit pour tous les burkinabè (art.18). L'adoption de la Loi d'orientation de l'éducation en 2007 rend l'éducation obligatoire et gratuite pour tous les enfants de 6 à 16 ans.



L'éducation et la formation favorisent la paix et le développement durable

En contribuant efficacement à la résolution des problèmes dans le monde et en favorisant la réalisation de la paix et le développement durable, l'UNESCO a fait de l'éducation un secteur prioritaire de son action. Le Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030 de l'UNESCO entend promouvoir une éducation de bonne qualité à travers l'objectif 4/17 des ODD qui vise à assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, en encourageant notamment l'apprentissage tout au long de la vie (UNESCO, 2017).

L'éducation et la formation : une priorité nationale

Le **gouvernement burkinabè** qui a fait de l'éducation et la formation technique et professionnelle un secteur prioritaire de développement, consacre près du tiers (30,3%) du budget à ce secteur. Un tel investissement public représente près de 5% du produit intérieur brut (PIB), classant le pays au-dessus de la moyenne de comparaison avec les autres pays membres de la communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (RESEN, 2017).



Le **système d'éducation actuel** est héritier du système scolaire colonial qui a connu des réformes et des politiques éducatives pour l'améliorer et l'adapter aux réalités et aux besoins des africains. En considérant la planification du système éducatif actuel, un Plan sectoriel de l'éducation et de la formation (PSEF) 2017-2030 et un Plan national de développement économique et social (PNDES) 2021-2025 sont en phase de réalisation. Sur le plan programmatique, un Programme de développement stratégique de l'éducation de base (PDSEB) 2012-2021 est en cours.



Les forces du système éducatif

Existence d'instruments juridiques de protection des droits à l'éducation et à la formation au plan international, régional et national.

Volonté politique de faire de l'éducation et la formation un secteur stratégique de développement.

5% du produit intérieur brut (PIB) consacré au secteur de l'éducation et de la formation.

30,3% du budget national consacré au secteur de l'éducation et de la formation.

Les faiblesses du système éducatif

Une faible couverture scolaire : en référence à la moyenne des pays de la CEDEAO, une couverture scolaire 6 fois plus faible au préscolaire, 28% plus faible au primaire, 24% plus faible au post-primaire et 2 fois plus faible au secondaire en 2013/2014. Pour la même période, le nombre d'élèves/d'étudiants pour 100 000 habitants est estimé à 2 fois plus faible dans l'enseignement technique et professionnel et à 53% plus faible dans l'enseignement supérieur.

De faibles indicateurs d'accès et d'achèvement : en dessous de la moyenne des pays voisins de la CEDEAO pour les différents sous-cycles de scolarisation.

Un faible accès pour les filles et les ruraux : le risque de se retrouver en dehors de l'école en 2017 est élevé chez les filles (54,7%) que chez les garçons (51,8%), très élevé pour le milieu rural (59%) que le milieu urbain (30,2%).



Chômage (BIT)

Taux de chômage définition BIT (en %)	15,4
Taux de chômage au sens large (en %)	22,4
Taux de chômage des hommes, définition BIT (en %)	14,7
Taux de chômage des femmes, définition BIT (en %)	16,3
Taux de chômage BIT des 15-29 ans (en %)	23,1
Proportion de primo-demandeurs (en %)	63,2
Durée moyenne du chômage (en mois)	45,6
Proportion de chômeurs de longue durée	73,5
Salaire de réservation des chômeurs (en 1000 F CFA)	40

Source: <http://www.insd.bf/contenu/Tableaux/T0704.htm>

Une faible qualification professionnelle : en 2014, trois quarts des actifs (75,3%) n'ont aucun niveau d'éducation contre 73,1% en 2010 traduisant une baisse de la qualification professionnelle de presque 2 points en l'espace de quatre années.

Faible employabilité des diplômés : en 2015, le taux net d'activité nationale est de 82%, avec des disparités selon le sexe (hommes 85,9% et femmes 78,8%) et le niveau d'instruction, plus élevé chez les individus sans niveau d'instruction (88,5%) et bas chez les instruits (secondaire 53,0%, supérieur 68,1%).

Faiblesse du marché du travail : en 2010, 55 individus sur 100 sortants du système d'éducation et de formation exercent un emploi précaire au regard de leur qualification.

Dégradation de l'insertion professionnelle des sortants: le taux d'emploi des jeunes est passé de 93% en 2005 à 89% en 2010.

Actions et perspectives

Malgré un contexte économique fortement dominé par l'économie rurale agricole et marqué par la persistance du secteur informel, on constate que l'entrepreneuriat rural agricole semble inexistant ou très peu développé, ne permettant pas de diversifier et de valoriser la production et la commercialisation des produits nationaux (Rossier et Ouedraogo 2021). **La promotion et le renforcement des formations dans le domaine de l'entrepreneuriat rural agricole** sont nécessaires pour développer ce secteur.

Compte tenu de la faible production industrielle et de la persistance d'une activité tertiaire dominée par le secteur informel non structuré, une **meilleure orientation de la finalité éducative** vers ces activités secondaires et tertiaires va contribuer à valoriser et promouvoir ces activités qui représentent une part importante de l'économie.

Bibliographie

Bissiri A., Sanou S., Ouedraogo A.. (2014) La réforme de gouvernance au Burkina Faso : la refondation de l'université de Ouagadougou – une sortie de la crise ? In Michaela M. *La gouvernance dans l'enseignement supérieur : quelles politiques, avec quels effets?* UNESCO, IIEP, Paris.

INSD (2022). Chiffres clés. Indicateurs économiques: <http://www.insd.bf/>

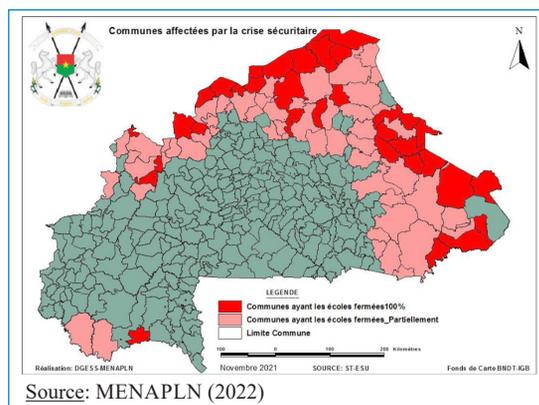
INSD (2016). Enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel (ENESI 2015) Phase 1. Thème 5 : Le chômage. Ouagadougou, Burkina Faso.

INSD & AFRISTAT. (2019). Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel 2018. INSD et AFRISTAT. http://www.insd.bf/n/contenu/enquetes_recensements/ERI-ESI/Burkina%20%20%20%20Faso_ERI-ESI_SyntheseVF.pdf.

Compaoré F., Compaoré M., Lange M. F. et Pilon P. (Dir.). (2007). La question éducative au Burkina Faso. Regards pluriels. IRD, CNRS

Lange M. F. (2010). Naissance de l'école en Afrique subsaharienne. In *Educations, société*. L'Harmattan, Paris, n°165, pp51-59.

MEFI, (2021). Burkina Faso. Indicateurs et conjoncture. Structure de l'économie réelle et croissance économique. <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/BF/indicateurs-et-conjoncture>.



Les défis actuels

Améliorer la qualité du système éducatif : les taux de redoublement, d'abandon et d'achèvement ne sont pas meilleurs. En considérant 100 élèves de la classe de 6^e, environ 15 accéderont à la classe de terminale et 1 à l'université, indiquant un fort défi à relever.

Résoudre le défi de sécurisation de l'éducation: le secteur éducatif est ébranlé par le défi sécuritaire (terrorisme) ayant provoqué la fermeture de plus de 3280 établissements scolaires soit 13,60% des structures éducatives du pays, affectant 525299 élèves (249173 filles et 276126 garçons) et 15441 enseignants (4878 femmes et 10563 hommes). Le déplacement interne de plus de 1,5 millions de personnes provoque une surcharge des structures éducatives dans le milieu d'accueil, posant un nouveau défi lié à l'offre d'éducation en contexte d'insécurité.

Selon le Ministère de l'économie et des finances (2021), le secteur primaire représente 30% du PIB et 80% de la population active, traduisant une forte importance du secteur informel (estimé à 80%). **Il faut augmenter, renforcer et promouvoir l'offre de formation professionnelle** dans les secteurs prioritaires de développement tels que l'économie rurale agricole et l'économie informelle.

Enfin, la dégradation générale de la situation sécuritaire du pays avec l'occupation des 2/3 du territoire par des groupes terroristes, la fermeture de plusieurs établissements d'enseignement (13,60%) et le déplacement interne de populations (10%), rendent urgent le **déploiement d'actions et la recontextualisation d'actions éducatives** pour les personnes déplacées et en situation de précarité.

MENAPLN (2022). Rapport statistique mensuel de données d'Éducation en Situation d'Urgence du 31 janvier 2022.

MJFIP (2017). Annuaire statistique de la formation professionnelle. Ouagadougou, Burkina Faso

Ouedraogo, A., Kobiané, J-F, Rouamba, B., Ouili, I., & Naré, H. (2020). Description du système éducatif et évaluation de son adéquation aux besoins des utilisateurs. Université Joseph Ki-Zerbo, Ouagadougou, Burkina Faso. https://serval.unil.ch/resource/serval:BIB_7672EF8A8A87.P001/REF

Ouedraogo, A., Naré, H., & Rouamba, B. (2020). Description des centres d'enseignement et de formation techniques et professionnels au Burkina Faso. Université Joseph Ki-Zerbo. Ouagadougou, Burkina Faso. https://serval.unil.ch/resource/serval:BIB_E902CE22A9C2.P001/REF.

RESEN (2017). Rapport d'état du système éducatif national du Burkina Faso. Pour une politique nouvelle dans le cadre de la réforme du continuum d'éducation de base. Ministères en charge de l'éducation et de la Formation, UNICEF, Pôle de Dakar de IIEP.

Rossier J. & Ouedraogo A. (2021). Work volition, decent work, and work fulfilment, in the formal and informal economy in Burkina Faso. In *British Journal of Guidance & Counselling*, 49:2, 255-271, DOI: 10.1080/03069885.2021.1879991

Auteur:

Dr Abdoulaye OUEDRAOGO, Université Joseph Ki-Zerbo, Ouagadougou, Burkina Faso, 2022.
Avec la collaboration des membres des équipes de recherche r4d (Université Norbert Zongo, Koudougou et UJKZ)